

◀ Communiqué de SUD éducation ▶

SUD éducation dénonce la criminalisation des lycéen-ne-s mobilisé-e-s contre les E3C

SUD éducation est scandalisée par l'arrestation de 4 lycéens qui ont passé la nuit dans un commissariat. Leur place n'est pas dans une cellule mais chez eux. Ces derniers ont passé la nuit sans avoir aucune information et sans connaître le motif de cette garde à vue abusive. La répression se poursuit et s'intensifie à l'égard des lycéen-ne-s mobilisé-e-s contre les E3C. Après de multiples séances de gazages un peu partout en France, la répression est montée d'un cran avec la garde à vue de 4 lycéens parisiens.

Les lycéen-ne-s mobilisé-e-s depuis plus d'un an ne sont pas entendu-e-s et subissent une répression inédite et d'une violence inouïe.

Après l'arrestation de 151 jeunes menotté-e-s, maintenu-e-s à genoux plusieurs heures puis emmené-e-s en garde à vue pour le simple fait de se trouver aux abords d'un lycée mobilisé en décembre 2018 à Mantes-la -Jolie, après la violente répression de décembre 2018 avec un élève qui s'est retrouvé la joue déchiquetée suite à un tir de flash ball, la répression reprend et s'intensifie depuis janvier 2020 sur les lycéen-ne-s.

Le gouvernement exprime sa volonté de faire taire les lycéen-ne-s en les emprisonnant et en les criminalisant.

Le gouvernement ne se contente pas d'afficher son mépris de tous les personnels, il semble déterminé à broyer la jeunesse et à lui interdire toute forme de contestation. Cette répression intolérable est le signe d'une évolution délétère du système éducatif et du maintien de l'ordre à l'égard de la jeunesse.

Les lycéen-ne-s comme les enseignant-e-s ne veulent toujours pas de cette réforme du bac ni des E3C.

De nombreuses organisations syndicales et collectifs exigent l'abandon définitif des épreuves communes de contrôle continu (EC3) du deuxième trimestre en classe de première et revendiquent le retour à un examen national fondé sur des épreuves disciplinaires, ponctuelles et terminales.

Dans de nombreux établissements, les personnels, mais aussi des élèves et des parents d'élèves se mobilisent avec succès contre la tenue des épreuves. Le ministre refuse toujours d'entendre leur colère légitime et minimise les annulations ou reports des épreuves. Ce n'est pas à coup de gaz lacrymogène, de coup de matraques et de garde à vue que les personnels et les lycéen-ne-s vont plier.

Le bac blancner E3C c'est :

- ✓ des sujets corrigés accessibles sur Internet avant les épreuves de certain-e-s lycéen-ne-s ;
- ✓ des retraité-e-s qui n'ont pas les compétences surveillant les épreuves (l'un s'est même blessé) et à qu'on contraint à travailler encore;
- ✓ des élèves qui repassent sur le même sujet quand l'épreuve est reportée ;
- ✓ des élèves qui reçoivent des zéros pour ne pas avoir forcé un barrage ou pour avoir participé à un blocage ;
- ✓ des élèves qui passeront en conseils de disciplines ou subissent un dépôt de plainte de la part d'une proviseure pour avoir appelé au boycott des E3C
- ✓ la séquestration de lycéen-ne-s à Bordeaux ;
- ✓ des lycéen-ne-s frappé-e-s, gazé-e-s devant leur lycée ;
- ✓ Des alarmes incendie désarmées dans de nombreux établissements ;
- ✓ des élèves blessé-e-s.

Cette rupture d'égalité et ces violences partout doivent impérativement cesser !

SUD éducation rappelle que la France a signé la convention internationale des droits de l'enfant et qu'elle ne respecte absolument pas cette convention. Le premier point de l'article 13 précise que « l'enfant a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen du choix de l'enfant. »

SUD éducation soutient la mobilisation des lycéen-ne-s contre les E3C et appelle l'ensemble des personnels à les soutenir.

SUD éducation réclame la libération immédiate et l'abandon des poursuites contre tous les personnels grévistes et les lycéen-ne-s.

- **SUD éducation dénonce la répression et la violence policière dont sont victimes les lycéen-ne-s.**
- **SUD éducation dénonce la répression généralisée dont sont victimes les personnels de l'éducation en lutte comme les autres personnes en lutte contre la réforme des retraites.**
- **SUD éducation revendique l'abrogation des réformes du bac et l'annulation des E3C**